

Tanzanie : un arsenal de lois pour faire taire l'opposition en vue des élections

@rib News, 12/10/2020 - Source AFP Les autorités tanzaniennes ont accru leur répression des opposants politiques, utilisant de façon partisane un important arsenal législatif pour entraver leurs tentatives de faire campagne à l'approche des élections générales du 28 octobre, dénonce lundi Amnesty International.

Chevalier anticorruption pour ses partisans, le président John Magufuli, accusé par ses détracteurs de derive autoritaire et d'avoir restreint les libertés publiques depuis son élection en 2015, brigue un second mandat. Le gouvernement de M. Magufuli "s'est doté d'un formidable arsenal de lois pour entraver toute forme de dissidence et limiter efficacement la liberté d'expression et le droit de réunion pacifique à l'approche des élections", explique Amnesty dans un nouveau rapport. "La Tanzanie a instrumentalisé la loi à un point tel que personne ne sait réellement quand il est du côté de la légalité ou de l'illégalité", y souligne Deprose Muchena, directeur d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est et australe, citant des législations sur les réunions politiques, la presse, le militantisme en ligne ou les ONG. La commission électorale tanzanienne a début octobre suspendu pour sept jours la campagne du principal adversaire du président Magufuli, Tundu Lissu, membre du parti d'opposition Chadema, pour cause de "propos scandaleux" et d'"accusations infondées" violant les lois électorales. Selon Amnesty, la police a également "fait appliquer de façon sélective et partisane la loi sur les réunions publiques", afin d'empêcher l'opposition de se rassembler et de tenir des meetings, pendant que le parti au pouvoir, le CCM, a toute latitude pour organiser des rassemblements similaires. Amnesty qualifie cette situation de "signe extrêmement inquiétant et malsain". M. Lissu est récemment rentré de trois ans de soins et de convalescence en Belgique, où il a été soigné après avoir été blessé de 16 balles lors d'une tentative d'assassinat en Tanzanie en 2017. Amnesty qualifie d'"avance positive" son retour en Tanzanie - autrefois considéré comme un havre de stabilité en Afrique de l'Est - pour se présenter à la présidentielle. "Néanmoins, à l'approche des élections, les opposants continuent de faire l'objet d'agressions physiques, parmi lesquelles des enlèvements et passages à tabac qui n'ont pas fait l'objet d'enquêtes rigoureuses, impartiales et efficaces", estime l'ONG. Les autorités ont également suspendu des médias sur la base de lois répressives et vagues, et requièrent depuis août que les journalistes étrangers soient accompagnés d'un chaperon gouvernemental, selon Amnesty. Les électeurs tanzaniens choisiront aussi leurs députés et conseillers locaux, lors du scrutin du 28 octobre.